

L'euro et maintenant ?

Nous publions les interventions liminaires et le compte rendu du débat organisé par la revue le jeudi 7 février sur le thème : « L'euro et maintenant ? » Avec la participation de Jacques Mazier, Professeur à Paris XIII, Jean Christophe Le Duigou, Secrétaire de la CGT, Yves Dimicoli, Responsable du PCF.

Comment s'opposer au lent déclin de l'Europe ?

Jacques Mazier

Pour Jacques Mazier, l'euro faible a favorisé la reprise et son niveau actuel correspond à la réalité car il était surévalué par rapport aux autres monnaies.

Le plus surprenant, pour lui, est cette paralysie de l'Europe. Son pacte de stabilité et sa politique de concurrence qui ligotent sa politique économique, la privent ainsi de toute capacité à développer une dynamisme propre.

En fait, selon lui, elle a privilégié tous les éléments qui poussent vers une faible croissance. Cela explique que la reprise tardive ait été si brève.

Il indique que les mécanismes monétaires de l'Europe ne permettent pas de répondre à des chocs alors que les Etats-Unis qui, eux, ont une politique fédérale et une mobilité peuvent faire face.

Est-ce que cette Europe si impuissante va imploser se demande-t-il ? En fait, pour lui, « cette croissance molle avec une gestion à courte vue peut durer, aller vers un déclin. Cette Europe en déclin, favorisant la finance sur le réel, c'est le rêve de tous les libéraux et des détenteurs de capitaux ».

Il estime aussi que la construction européenne actuelle relève du baroque avec ses propres fondateurs, notamment l'Allemagne, et la France, qui risquent d'être sanctionnés par les règles qu'ils ont eux-mêmes voulu imposer aux autres nations.

Face à cette situation quelles propositions ?

Jacques Mazier a des doutes sur une relance européenne : quelles capacités pour l'impulser ? Faut-il privilégier une création monétaire européenne ou un endettement pour financer de grands programmes ?

Pourtant, pense-t-il, l'Europe correspond au bon niveau pour de telles initiatives, mais pour cela il faudrait une nouvelle conception européenne avec des investissements sociaux.

Mais la Banque centrale européenne est un obstacle à une telle réorientation. Faut-il alors chercher des réponses avec un retour sur les états européens ? Ou ajouter l'emploi à la stabilité des prix aux objectifs de la BCE ? Ou encore faut-il nommer un Monsieur Euro auprès du Conseil européen afin de permettre à l'Europe d'avoir un correspondant dans la discussion avec les autres pays ?

S'il croit utopique l'institution d'un gouvernement européen, il s'interroge sur les formes de coordination à l'échelle de l'Europe. Ne faut-il pas réévaluer le budget européen avec un objectif de 5% du PIB ? Cela ne permettrait-il pas de mettre en place un fonds de stabilisation de l'emploi et de développer des coopérations avec l'Est et le Sud ?

Jacques Mazier s'interroge également sur l'architecture de l'Union. Il voit se dessiner la constitution d'un grand marché financier européen contre les Etats providences avec les conséquences sur les retraites, la santé et tous les moyens de solidarité.

La maîtrise des marchés financiers lui semble prioritaire: pour cela, la taxe Tobin est une exigence comme celle de rigidifier les flux financiers.

Quant à la politique structurelle, il critique le choix actuel et dogmatique de la concurrence et il estime qu'il serait nécessaire de relancer les politiques industrielles, régionales, commerciales et de la recherche. ■



Euro : attentes et opportunités nouvelles

Jean Christophe Le Duigou

Jean Christophe Le Duigou constate que trois ans de mise en place de l'euro redouble les attentes sur cette monnaie, tandis que la norme monétaire unique commence à faire saillir les inégalités et accentue la concurrence en Europe.

Mais, aujourd'hui, de nouvelles opportunités de rassemblements très larges se révèlent sur trois questions qui, jusqu'à présent, semblaient impossibles du fait d'une posture différente des uns et des autres vis-à-vis de la monnaie :

- le besoin d'une politique économique européenne ;
- les rapports entre l'euro et la politique sociale ;
- L'implication de l'Europe, avec son euro, dans les enjeux régionaux et mondiaux.

La politique économique européenne

Selon Jean Christophe Le Duigou, le débat économique est incapable d'envisager la sortie de crise en Europe autrement que dans le sillage du redémarrage de la croissance des Etats-Unis, « l'Europe ne semble pas capable de pouvoir générer une croissance autonome ».

Face à cette impuissance, comment construire une politique économique européenne ?

Il critique l'idée d'un gouvernement économique pour équilibrer la BCE qui serait insuffisante pour remettre en cause les décisions de la BCE conduisant notamment au gonflement des actifs financiers, immobiliers et des flux financiers de l'Europe vers les Etats-Unis contre l'emploi qualifié et le progrès social. Construire une alternative à cela, selon lui, implique d'avoir des outils de solidarité entre les territoires et les populations et d'être capable d'organiser une réorientation des financements.

De ce point de vue, le pacte de stabilité est négatif car il vise « la stabilité de normes financières, mais non la solidarité au sein de la zone euro ».

Il propose des outils de solidarité dans trois domaines :

• Des outils monétaires et financiers

Selon Jean Christophe Le Duigou, les syndicats doivent contester l'objectif du sommet de Lisbonne d'achèvement rapide du marché unique financier européen dans une optique totalement libérale et il y oppose la promotion d'un système monétaire et financier au service de la croissance constitué de banques privées et aussi d'institutions publiques et mutualistes. Pour que ce système s'articule à des normes de croissance et d'emploi, il préconise la constitution d'un pôle public financier élargi au niveau européen.

• La fiscalité

Il estime que, face au contenu destructeur de la concurrence fiscale qui se cache derrière une prétendue harmonisation fiscale où tous les pays européens se lancent dans une course à la baisse des impôts, une véritable harmonisation fiscale permettant de réduire cette concurrence et de faire entrer de nouvelles normes fiscales serait nécessaire.

• Les dépenses publiques

Pour Jean Christophe Le Duigou, le coût de l'élargissement (40 milliards d'euros) est sous-estimé et va dynamiser les fonds structurels européens qui demanderaient pourtant à être développés.

Selon lui l'absence d'avancées sur ces trois terrains – bancaire

et financier, fiscal et des dépenses publiques – va faire le jeu des fonds de pension.

L'incapacité de réaliser des transferts publics et monétaires solidaires va laisser la place à des transferts privés et de nature financière présentés comme la réponse aux disparités et à la concurrence intra européenne par un certain nombre d'acteurs financiers. La capitalisation, avec ses contraintes et ses normes, serait, pour ces financiers, la solution pour résoudre ces problèmes de disparité.

L'euro et la politique sociale

Pour lui, l'euro doit s'ancrer sur une politique sociale de progrès, sur un nouveau plein emploi en articulant le système monétaire, le système productif et le système social. Cet ensemble doit être renouvelé à la lumière des mutations technologiques et culturelles.

Or, renvoyer le social au national, alors que le reste serait traité au niveau européen, c'est reléguer le social à un rôle redistributif sous contrainte. Prétendre, dit-il, comme Jacques Delors qu'il n'y a pas besoin d'Europe sociale est dangereux. Cela renforce le clivage entre l'économique et le financier, d'une part, et le social, d'autre part. C'est aussi en partie l'une des impasses chevenementistes sur l'Europe avec sa « république sociale » Au total, le social devient un élément subordonné de la coordination économique au plan européen comme, par exemple, la coordination sur l'emploi qui devient une véritable police chargée de développer la flexibilité.

Il y a un enjeu renforcé avec la mise en place de l'euro de défense et de promotion de droits sociaux articulés à des emplois efficaces à l'échelle de la zone euro.

Jean Christophe Le Duigou voit trois composantes du système social européen :

- la formation, la qualification et l'organisation du travail pour construire une véritable promotion du travail qualifié,
- les biens collectifs – l'éducation, la recherche avec des disparités très fortes – et la communication entre les hommes dans l'espace européen,
- les possibilités d'intervention sur la gestion des entreprises, publiques ou privées avec, la directive enfin débloquée après près de 30 ans d'atermolements.

Jean Christophe Le Duigou fait l'hypothèse qu'avec l'euro, le marché du travail européen peut se réaliser plus rapidement que prévu. Ce qui justifierait un socle de droits, un ordre public social européen. Ce qui est l'un des objectifs que la CGT s'assigne.

L'implication de l'Europe, avec son euro dans les enjeux régionaux et mondiaux.

L'euro pour l'insertion de l'Europe dans les enjeux mondiaux

Enfin, un euro pour l'insertion de l'Europe dans les enjeux mondiaux de développement pourrait être un élément de mise en commun au profit de la planète.

Selon lui, l'Europe fait trop peu pour relever les défis de l'humanité que sont les inégalités les dominations et le « risque systémique ». Il explique que ce faible rôle de l'Europe dans le concert mondial est lié intrinsèquement au mode de construction européenne.

La concurrence interne y a empêché une projection positive de l'Europe dans les questions internationales. Quel intérêt commun va-t-on défendre si, avant tout, l'espace européen est un espace de concurrence ? Mais ajoute-t-il, « ce constat ne doit pas justifier l'inaction. L'Europe peut être autre chose qu'une puissance financière portant la logique des marchés financiers » ; d'où il tire trois conclusions :

- le besoin de réformes radicales des institutions internationales et, non leur suppression, avec la transformation de certaines d'entre elles comme l'OIT ou comme les institutions financières et la créations de nouvelles institutions (environnement...), le tout avec l'exigence de promotion d'une monnaie mondiale ;
- il dénonce le processus d'élargissement et d'ouverture de l'Europe à l'est : « sur 80000 pages de préconisations présentées aux candidats, le social est quasiment absent, sinon pour

exiger qu'il se conforme aux règles de la concurrence ». L'Europe, s'interroge-t-il, va-t-elle encore laisser cet espace européen au modèle social anglo-saxon comme elle l'avait déjà fait au lendemain de 1989?

- quant au sud de l'Europe, il fait le constat de la panne d'Euromed en raison du type de contrats passés ou proposés entre l'Europe et ces pays.

En conclusion, après avoir recommandé que l'Europe se saisisse de ces trois champs si elle veut peser sur le cours des choses, Jean Christophe Le Duigou insiste sur le besoin de faire évoluer l'outil syndical européen pour qu'il passe d'une conception d'intervention comme un lobby auprès des instances européennes à la consistance d'une véritable organisation pour construire des éléments de solidarité et de transformation radicale dans le domaine monétaire et financier. ■

Se saisir autrement des potentiels de coopération de l'euro

Yves Dimicoli

En 1997, Lionel Jospin avait pris l'engagement de réussir le passage à l'euro, tout en répondant aux attentes des français sur le terrain de l'emploi.

Depuis le 1^{er} janvier dernier, l'euro est dans toutes les poches ; mais l'année 2001 se termine sur un bilan négatif sur le front du chômage, après 8 mois consécutifs de hausse. Et en Allemagne, le seuil des 4 millions de chômeurs officiels est pulvérisé.

La croissance européenne pique sérieusement du nez, derrière celle des États-Unis, tandis que l'euro continue de dégringoler face au dollar, ayant déjà perdu plus du quart de sa valeur

depuis son lancement le 1er janvier 1999. Aussi, une fois passé l'émerveillement de la prouesse technique du passage à l'euro fiduciaire, une fois passée la sensation ludique de manipuler une nouvelle monnaie, une fois estompé le sentiment positif de participer à une aventure collective sans précédent vers la modernité, vont rester toutes les exigences et les promesses, particulièrement celles concernant l'emploi.

Ces exigences peuvent prendre un tour radical avec le risque de récession des deux côtés de l'atlantique et d'un retour difficile à une croissance durablement ralentie, avec possibilité d'une nouvelle plongée rapprochée.

Tout cela, en contradiction forte avec des années de sacrifices sociaux et salariaux imposés au nom d'un euro qui était censé protéger la croissance et l'emploi des européens des fluctuations américaines et mondiales.

Le retour des droites, de l'Autriche au Portugal, en passant par le Danemark et l'Italie, aiguillonnées par l'irruption des grands patronats européens, doit alerter sur les risques engendrés par les désillusions et le sentiment d'impasse auquel peut conduire l'échec des tentatives sociales-démocrates si contradictoires des années 1990 - 2000.

Mais ces difficultés peuvent aussi ancrer des exigences de changement audacieux de politique à gauche, en réorientant la construction européenne pour relever différemment les défis de la mondialisation, avec une tout autre utilisation de l'euro.

Car à quoi a servi l'euro depuis son lancement en 1999 ? Et pourquoi, lui qu'on a promis « fort » et protecteur de la croissance européenne, ne cesse-t-il de fondre face au dollar ? La faiblesse de l'euro, disons le tout de suite, a une raison fondamentale désormais reconnue : les gigantesques sorties de capitaux, à partir d'Allemagne et de France particulièrement, largement captées par les États-Unis, leur avance informationnelle, les privilèges exorbitants de leur « dollar fort ». (voir encadré page suivante)

L'expérience des trois années écoulées souligne la nécessité de nouveaux choix, de nouvelles orientations, de nouvelles initiatives, au lieu de la fuite en avant derrière la BCE et Bush, comme



La rivalité Europe – Etats-Unis dans l'attraction des capitaux

Entre 1999 et 2000, la zone euro a exporté, en net, plus de 470 milliards de d'euros de capitaux - soit un rythme mensuel de 120 milliards de francs- au titre seulement des investissements directs et des achats d'actions à l'étranger. À quoi il faut ajouter, en 2000, pour 116 milliards d'euros d'achats nets d'obligations étrangères .

Ce mouvement a marqué une très nette inflexion au cours des 9 premiers mois de l'année 2001, avec, notamment, un retournement des investissements de portefeuille défavorable aux Etats-Unis frappés par la récession. De janvier à septembre 2001 les sorties nettes de capitaux de la zone euro ressortent à 51,3 milliards d'euros contre 87,4 milliards d'euro pour la même période de l'année 2000. Ce freinage tient surtout au retournement du solde des investissements de portefeuille qui passe d'une sortie nette de 116,7 milliards d'euros de janvier à septembre 2000 à une entrée nette de 51,7 milliards d'euros pour la même période de 2001 (source : rapport Banque centrale européenne décembre 2001).

Ce mouvement d'inflexion, exprimant une rivalité accrue de la zone euro dans l'attraction des capitaux, a été, semble-t-il, stoppé net dès que, en réponse apparemment aux attentats du 11 septembre, les Etats-Unis ont décidé de soutenir leur marché financier à coups d'injections de liquidités et avec la promesse d'une relance budgétaire financée par emprunts massifs d'Etat et faisant la part belle aux baisses d'impôts et aux dépenses militaires.

Tout se passe comme si, face à la récession qui a commencé par les frapper au cœur même des nouvelles technologies, les États-Unis ont décidé d'user d'un concept global et dominateur de sécurité pour sécuriser le « dollar fort », la relance des profits et du marché financier américain capteur de capitaux.

D'où la rechute de l'euro et, désormais, la perspective d'un rebond possible de l'activité aux Etats-Unis, tandis que la croissance se languit en Europe et dans le monde.

À quoi renvoie cette formidable hémorragie de capitaux de la zone euro, alors même que celui-ci a été conçu par ses promoteurs pour rivaliser avec le dollar dans l'attraction des capitaux baladeurs ? Dans une large mesure au comportement de gestion des entreprises et des banques de l'Union largement stimulée par les incitations des états et celles du crédit avec la BCE.

Tout se passe en effet comme si l'euro financier en faisant disparaître le risque de change sur la zone et, donc, les lourds coûts de couverture associés, avait rendu possible des opérations dont la multiplication et l'ampleur auraient nécessairement conduit, avant l'euro, à un réajustement des parités au sein du système monétaire européen ?

La disparition de cette sanction politique aurait en quelque sorte libéré

les opérations financières et spéculatives, avec notamment, comme le relève la BCE, des fusions et acquisitions géantes.

Cela transparait au travers de deux phénomènes.

C'est d'abord le recours à l'emprunt en euro des entreprises situées dans la zone encouragé par les baisses successives et uniformes des taux d'intérêt dans la foulée de la réserve fédérale américaine. Ce recours à l'emprunt a continué de croître au rythme de 13,7 % au premier trimestre de 2001 après 14,7% au 4ème trimestre 2000.

Simultanément, les placements financiers des agents non financiers ont littéralement explosé dans la zone euro, passant de 10,4% à 17,9% du PIB entre le premier trimestre 2000 et le premier trimestre 2001 (selon la BCE).

Bref, l'euro a largement servi à emprunter non pour des projets d'emploi, de formation, de co-développement durable, mais pour financer principalement des projets financiers et spéculatifs, y compris aux Etats-Unis.

Pendant ce temps, le dollar, plus ancré au réel, a consolidé ses positions de monnaie de règlement et de réserve internationale, malgré un déficit commercial des Etats-Unis de 4,7% du PIB et une dette extérieure de prêt de 40% du PIB !

Ajoutons que si l'affaiblissement de l'euro a joué un rôle de soutien des exportations, il s'est accompagné aussi, semble-t-il, d'un accroissement du contenu en importations de la croissance européenne, du fait particulièrement de l'insuffisant développement des capacités humaines (emplois qualifiés, formation, recherche...).

C'est sur ce fond que l'emploi a augmenté en Europe, en liaison avec l'expansion mondiale, mais sur un mode très précaire, et avec une pression accentuée sur les salaires, les dépenses de formation, le service public, le tout débouchant sur la reprise actuelle du chômage.

Une telle utilisation de l'euro l'affaiblit et expose les économies nationales, comme l'ensemble européen, au retournement de la conjoncture mondiale, à partir des Etats-Unis, au lieu de le protéger.

En réalité, le choix de rivaliser avec les Etats-Unis dans l'attraction des capitaux par la promotion des marchés financiers mène dans une impasse noire.

Ce choix conduit, en pratique, l'Europe à ne pas assumer ses responsabilités historiques pour une relance mondiale de co-développement, mais plutôt à finir par se coucher et se diviser devant le dominant américain, comme on le voit aujourd'hui.

Y. D.

1. Cf. notamment J. Mayoux : « heurs et malheurs de l'euro » – *Géopolitique* n° 75 – juillet-septembre 2001. Repris dans *Problèmes économiques*, n° 2741, pp. 11-14.

en atteste l'appel aux privatisations redoublées et l'intégration du marché financier unique pour 2004.

N'est-ce pas plutôt par un essor de l'emploi, de la formation, de la recherche, des salaires, du travail qualifié, par l'impulsion d'un nouveau type de croissance réelle en coopération, avec les nouvelles technologies, qu'il faut chercher à s'opposer à la domination américaine ? C'est ce que nous pensons et, pour cela, nous proposons de développer la dimension de monnaie commune de l'euro.

Dans ce cas, il s'agirait de viser alors des objectifs sociaux communs très audacieux. Nous parlons au PCF d'une « Sécurité d'emploi et de formation » pour prendre en compte le besoin formidable d'emplois, de réduction du temps de travail, de formation tout au long de la vie avec, au total, pour chacune et chacun, une continuité de droits et de revenus, d'emploi et d'activité permettant une mobilité choisie dans la sécurité.

Car, pensons-nous, l'objectif ne peut pas être seulement celui d'une vague promesse d'un retour au « plein emploi » de jadis avec, qui plus est, la domination du marché financier. Cela signifierait le maintien d'un taux de chômage de 5% au moins, une pleine précarité et la dérive vers les pratiques de « l'employabilité » et du « workfare » anglo-saxon.

Au contraire, il s'agirait de faire reculer le chômage jusqu'à l'éradiquer, en développant de nouveaux pouvoirs des salariés, des citoyens, de leurs élus et de nouveaux financements, contre le marché financier. Cela renvoie à 3 niveaux de construction :

Le niveau européen

L'enjeu nous paraît être celui d'une création monétaire commune appuyant l'essor de crédits bancaires à moyen et long terme sélectifs : leur taux d'intérêt serait d'autant plus abaissé que les investissements réels qu'ils financeraient programmeraient plus

d'emplois et de formation, en liaison avec les propositions des salariés et des populations, et sous leur contrôle.

Par contre, le crédit serait rationné pour les placements financiers, tandis que des taxations communes, du type « tax Tobin », pénaliseraient les transactions et la recherche de revenus financiers. Le ressaisissement coopératif des banques permettrait alors, par hypothèse, de faire reculer le poids des fonds de pension.

Simultanément, on chercherait un tout autre cadre que le « pacte de stabilité » pour la concertation des politiques budgétaires.

Le niveau national et local :

Nous pensons que, sans attendre, ces grands chantiers peuvent être ouverts en France et dans ses régions.

En atteste le refus des licenciements comme instrument de baisse des coûts et le besoin d'un prolongement des premières avancées contestées de la loi de modernisation sociale.

En atteste l'aspiration à la conversion des emplois précaires en emplois stables, y compris les emplois jeunes et tous les emplois aidés.

En atteste les exigences d'une réforme radicale de l'UNEDIC et d'un retour à l'emploi choisi et sécurisé des chômeurs avec la formation choisie, au lieu du PARE.

En attestent la nécessité de revalorisation sensible des minima sociaux et du RMI et la sortie de ces dispositifs par l'accès à de bons emplois choisis avec la formation et la sécurité d'un revenu vraiment décent.

En atteste encore l'aspiration à une allocation d'autonomie de la jeunesse sécurisant leur parcours, de la formation initiale à un emploi stable et correctement rémunéré. Sans parler de la relance transformée des dispositifs « nouveau départ » de l'Union européenne. La conversion de toutes ses situations renvoie à des luttes immédiates et à l'exigence d'une cohérence pour y répondre.

Cela concerne en tout premier lieu les financements :

Sans attendre, ne serait-il pas possible de convertir une large partie des fonds de la politique d'emploi, en bonifications sélectives des taux d'intérêt du crédit bancaire pour l'investissement des entreprises, avec de nouveaux droits d'intervention des salariés dans les gestions.

Ainsi, au lieu de baisser les charges sociales patronales au nom de l'emploi, on allègerait plus ou moins les charges financières du crédit supportées par les entreprises, selon leurs engagements chiffrés sur l'emploi et la formation.

Cela marcherait de pair avec une pleine utilisation des potentiels de la loi Hue instituant le contrôle des fonds publics versés aux entreprises.

Cela marcherait aussi de pair avec une relance des dépenses publiques de développement pour l'éducation et la formation, la santé, la recherche et visant à imposer des alternatives aux privatisations.

La pression de ces actions au niveau régional et national se conjugueraient avec les efforts pour un contrôle de la BCE par les parlements nationaux et européens et l'inscription de l'emploi au premier rang de ses priorités.

Le niveau mondial :

Inséparablement, il s'agirait de partir de cette nouvelle utilisation de l'euro pour développer l'efficacité productive et les débouchés réciproques, non seulement entre les pays européens, mais avec les pays émergents et en voie de développement.



Tout de suite par exemple, le peuple argentin appelle au secours, alors même que le naufrage de leur pays frappe certaines des plus grandes entreprises européennes, françaises notamment, implantées là-bas (France-Télécom, EDF, Elf-Total, Renault...)

Paul Boccard propose que soient effectués des dons et des prêts sans intérêt en euro à la banque centrale d'Argentine, dans une sorte d'aide Marshall non dominatrice. Cela favoriserait l'emploi et la croissance en Argentine comme en Europe. Des relations du même ordre pourraient être établies avec les pays de l'Europe de l'est ou avec des pays du sud de la Méditerranée, ou encore avec ceux d'Afrique, ouvrant la perspective d'une toute autre construction mondiale.

Simultanément, il s'agirait, en prenant appui sur les besoins de développement et sur la contestation grandissante des institutions économiques et monétaires internationales, de pousser leur réforme profonde.

Et, par exemple, le FMI pourrait impulser un nouveau crédit à taux abaissé pour inciter à l'emploi et la formation de partout dans le monde, sous le contrôle décentralisé des populations.

Cela pourrait s'appuyer, sur la création d'une monnaie commune mondiale de coopération, développant les droits de tirages spéciaux du FMI et faisant graduellement reculer la domination du dollar.

Face aux pressions hégémoniques accrues des États-Unis, l'Union européenne peut aider à rassembler dans le monde, pour ouvrir la voie d'une alternative en vue d'une organisation mondiale nouvelle de maîtrise sociale des marchés et de partage généralisé des avoirs, des savoirs, des pouvoirs. ■

Débat

Nasser Mansouri-Guilani souhaite ne pas s'en tenir à l'approche macro économique car il faut aider les pays en voie de développement avec des projets concrets et en impliquant les entreprises publiques et privées. Par ailleurs il s'interroge sur les moyens pour faire reculer les prélèvements financiers, intérêts et dividendes, sur les entreprises, et la nécessité que le crédit bonifié sélectif ne contribue pas à relever encore les dividendes.

Paul Boccara insiste sur le besoin à la fois de considérer le niveau de la gestion et de ses critères et aussi de partir du mondial. La crise de la croissance très importante ne prend pas la forme d'un écroulement général. On constate des écroulements dans certains pays comme l'Argentine. On assiste à la tendance à la déflation, du moins pour l'économie réelle et non financière, avec une sorte de « stagdéflation » comme au Japon. L'enjeu essentiel est celui de la domination des marchés financiers et de la suraccumulation formidable des capitaux financiers, notamment en dollars, avec les importations massives des capitaux du monde entier par les Etats-Unis, face à l'insuffisance de développement de toutes les capacités humaines du monde : demande et productions des populations. C'est par ses importations de capitaux que le super-impérialisme des États-Unis s'exprime principalement aujourd'hui.

Même en Argentine, les gens fortunés ont placé l'équivalent des deux tiers de la dette argentine en titres en dollars, surtout aux Etats unis. L'Union européenne, malgré la reprise et un certain recul du chômage, avait conservé un chômage massif très supérieur à celui-ci des Etats-Unis, tandis qu'il progresse de nouveau. Il existe aussi un sous-emploi, une sous-activité des capacités humaines, liés notamment à une insuffisance des stocks matériels et sociaux, en relation avec les accumulations financières aux États-Unis. Il y a, de ce point de vue, une convergence avec la situation des pays en voie de développement. D'où un besoin de changement d'alliance des pays de l'Union européenne qui s'allieraient avec les pays en développement et émergents et non avec les Etats-Unis, en liaison avec une autre utilisation de l'euro.

Paul Boccara revient sur le débat concernant le besoin d'une politique commune en Europe. Pour lui cette politique existe, c'est celle de la BCE et du soutien des marchés financiers. Les laisser dominer c'est faire une politique. Il montre l'aspect contradictoire de l'euro faible qui a pu favoriser les exportations de marchandises, la croissance et l'emploi, mais en exprimant aussi des exportations massives de capitaux aux Etats-Unis qui ont favorisé une accumulation permettant un développement des recherches et des technologies. Mais, en Europe et dans le monde, les investissements nécessaires et les dépenses pour les hommes ont été freinés, contribuant à leur sous-emploi et finalement à la suraccumulation mondiale avec le relèvement du chômage massif.

Une autre politique de la BCE est prioritaire pour un financement émancipé des marchés financiers, en liaison avec les autres outils de politique économique comme les dépenses publiques ... C'est pourquoi nous insistons sur un autre crédit à long terme, à taux abaissé sélectivement pour favoriser l'emploi et la formation.

La Bce devrait, certes comme la Fed considérer l'emploi dans

ses missions, mais cela ne serait pas suffisant selon lui. L'enjeu est un autre crédit non inflationniste. D'où, à côté de l'emploi, l'objectif primordial de formation, en avançant vers une Sécurité d'emploi et de formation. Cela irait de pair avec des coopérations sur la recherche-développement en Europe et aussi avec des dépenses publiques notamment pour l'éducation et la recherche, avec un soutien de la Bce des titres publics correspondants. En outre, des dons en euros aux banques centrales des pays en développement ou émergents pour un autre crédit, permettant les achats de ces pays à l'Union européenne, autoriseraient d'importantes exportations de marchandises des pays de l'Union européenne sans domination des exportations de capitaux financiers. Cela serait favorable à une croissance nouvelle et à l'emploi ainsi qu'à la formation, à une efficacité sociale des productions, des deux côtés, pays européens et pays en voie de développement ou émergents, pour une autre construction mondiale.

Jean Christophe Le Duigou constate lui aussi une sous utilisation structurelle des capacités humaines, des technologies et des connaissances qui travaille toutes les sociétés au niveau de la planète.

Alors que les Etats-unis ont pu manœuvrer sur des aspirations pour lesquelles, il n'y avait pas de réponse du mouvement syndical, ces enjeux communs peuvent unir tous les salariés pour dépasser les difficultés de rassemblement à l'échelle mondiale. Le besoin de prise en compte du social au niveau européen ne doit pas conduire à tout polariser à ce seul niveau. Il faut s'opposer à la tendance à découper les niveaux locaux, nationaux et européens d'intervention, alors qu'il faudrait, au contraire, les articuler. De la même manière, les questions de financement doivent être conjuguées du local au mondial.

Jacques Mazier confirme l'impact essentiel de la domination des marchés financiers sur la croissance européenne, mais conteste le fait que des drainages de capitaux vers les États-Unis soient à la source de la croissance lente et du chômage de masse.

Pour lui, ce sont les européens qui sont responsables des difficultés avec les politiques inadaptées de désinflation compétitive qui ont enfoncé l'Europe dans une croissance lente ou encore avec la déstabilisation de l'Europe liée au choc de l'unification allemande ainsi que la gestion catastrophique du passage à la monnaie unique. En effet de 1992 à 1999 la transition a été très coûteuse. Tout cela explique le chômage en Europe.

S'il partage l'idée générale qu'un autre crédit soit une alternative au marché financier ou l'exigence de l'émancipation de l'euro des marchés financiers, il s'interroge sur la faisabilité technique de ces propositions.

De même, le ressaisissement du niveau national nécessitera la suppression ou l'atténuation de tous les carcans qui contraignent les politiques nationales, notamment celui de la concurrence ou encore dans le domaine de la fiscalité.

De même, il serait nécessaire de développer les coopérations, en particulier, dans le domaine de la recherche afin d'éviter les double ou triple emplois fréquents et les gâchis financiers.

Pour **Yves Dimicoli**, le débat a bien montré l'importance du



niveau européen pour peser dans la construction mondiale. Il faut aussi voir l'importance de la France dans l'Europe et, donc,

sa responsabilité. Il insiste sur l'échec des tentatives sociales démocrates et le risque d'un retour de la droite avec cet axe Blair, Aznar, Berlusconi. Cela place la France et la gauche devant des exigences de réformisme beaucoup plus ambitieux que ce qui s'est tenté depuis cinq ans et qui a été miné par les contradictions. Et d'autre part, il insiste sur l'interventionnisme monétaire et militaire américain qui va placer au défi toutes les forces de progrès de l'Union européenne.

Pour lui, cela ne renvoie pas seulement à la nécessité de nouvelles politiques d'Etat qui, de plus, sont en crise avec les promesses non tenues ou plus exactement les objectifs sociaux qui sont contredits par l'orientation des moyens financiers. Ce qui mine la démocratie. Il y a donc aussi, ajoute-t-il, une question de réorientation des stratégies d'entreprise avec de nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés dans les gestions pour les infléchir, avec notamment le problème des relations micro économiques banques-entreprises.

Concernant l'euro faible, il ne s'en réjouit pas plus que de l'euro fort pour rivaliser avec le dollar dans la guerre économique.

L'euro faible exprime une domination des marchés américains traduite par ce flux de capitaux et il s'accompagne aussi, aujourd'hui, de la montée du chômage et de la précarité. Le tout conditionne un certain type de croissance très dominé par le marché financier avec une utilisation des nouvelles technologies contre l'emploi ; si l'euro faible a permis un regain d'exportation, il attire l'attention sur le contenu en importation très élevé de la production européenne.

Il pense qu'il y a une impasse dans la rivalité avec les Etats-Unis à partir des marchés financiers, alors que cela continue de structurer les choix politiques en Europe. D'où le besoin absolu d'une réorientation.

Il termine sur la question du crédit et de la baisse des taux d'intérêt qui est, traditionnellement, un instrument fort de régulation dans la conjoncture.

Il lui semble que, faute d'une utilisation sélective, son efficacité s'amenuise comme on le voit au Japon avec le phénomène de trappe à liquidités et même aux Etats-Unis où les taux d'intérêt réels à court terme sont aujourd'hui négatifs, mais servent à « reflater » le marché financier.

De même, on assiste à un manque de hardiesse de la Bce dans la gestion des taux d'intérêt. D'où l'importance de l'hypothèse d'un ressaisissement du crédit et de la création monétaire avec une sélectivité de la baisse des taux d'intérêt appuyée sur une création monétaire nouvelle de l'euro. Cette hypothèse est radicalement opposée à celle d'un emprunt sur les marchés financiers, tout comme le soutien à l'attractivité par la finance est contraire à l'exigence d'un financement de toutes les capacités humaines. C'est pourquoi, il croit que le crédit sélectif et la création monétaire commune de la Bce sont des voies originales pour sortir de la crise. ■